

Feuille de route citoyenne pour la paix en Casamance

Janvier 2020

COSCPAC
Coordination des
organisations de la société
civile pour la paix en
Casamance



Pour toute reproduction totale ou partielle de ce document nous vous prions
de signaler la source

Janvier 2020

Photos:
Casamance Conseil
Dynamique de Paix
Association des victimes de mines

Élaboration et Edition:

**CASAMANCE
CONSEIL**
contact@casamanceconseil.com

Impression:



COSCPAC

Coordination des organisations de la société civile
pour la paix en Casamance



Dynamique de Paix en Casamance

Maison de la Paix - Boukotte Korentas, Ziguinchor
dynamiquedepaix.casa@gmail.com
(+221) 221 339910514
www.dynamiquedepaixcasa.org

Coordination: Henry Ndecky
henryndecky@gmail.com
(+221) 775558501



CONTENU

INTRODUCTION	6
LES INITIATIVES DE PAIX ET LA CITOYENNETÉ EN CASAMANCE	7
DÉMARCHE DU PROJET « FEUILLE DE ROUTE POUR LA PAIX EN CASAMANCE »	8
RÉSULTAT DES CONSULTATIONS	8
I. VERS UN ACCORD DE PAIX	11
II. DÉVELOPPEMENT INCLUSIF ET ÉQUITÉ TERRITORIALE	13
III. SOLUTION AUX EXPLOITATIONS ABUSIVES ET TRAFICS ILLICITES	15
IV. VICTIMES; VÉRITÉ, PARDON ET RÉCONCILIATION	17
V. RÔLE DES CITOYENS DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PAIX	19
RECOMMANDATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE	21



La Coordination des organisations de la société civile pour la paix en Casamance (COSCPAC)

La COSCPAC, Coordination des Organisations de la Société Civile pour la Paix en Casamance, est une plateforme née en 2016 qui regroupe des organisations de la société civile dans le but de mutualiser les forces des différents acteurs qui veulent s'activer pour la paix en Casamance.

La COSCPAC se veut un espace de dialogue et de concertation de toutes les organisations de la société civile en Casamance. Elle a ouvert la porte à des associations et ONGs de la Guinée Bissau et de la Gambie car ses membres considèrent que le conflit en Casamance est un conflit à dimension sous régionale et donc sa résolution doit prévoir une dimension sous régionale.

Les activités que la COSCPAC mène dans la discrétion:

- ✓ Des journées de partage entre des organisations de la société civile ,
- ✓ Des plaidoyers pour le retour des populations déplacées,
- ✓ Un plaidoyer pour l'action anti – mines,
- ✓ Des rencontres d'échanges avec le MFDC, y compris en Guinée Bissau et en Gambie,
- ✓ La médiation pour la résolution de conflits communautaires.

La COSCPAC a réussi à créer et à stabiliser un espace formel d'échange; elle agit pour la reconnaissance de sa légitimité en tant qu'espace de représentation de la société civile et de la citoyenneté en Casamance.



Dynamique de Paix en Casamance (DPC)



L'Association Dynamique de paix en Casamance (DPC) est créée le 23 Juillet 2012 à Ziguinchor. Elle a pour objectif de contribuer à l'instauration et la consolidation d'une paix définitive et durable en Casamance, la stabilité de la sous-région et la sécurité humaine à travers la mise en place d'un réseau de jeunes garçons et filles, hommes et femmes «Bâtisseurs de paix» et dans le respect total des Droits humains. L'association Dynamique de Paix en Casamance

(DPC) est reconnue juridiquement, sous le n° 0849/GRZ. Son siège se trouve au quartier Korentas, à la Maison de la Paix qui a été réhabilitée par la DPC en 2012.

Dynamique de Paix compte avec 368 associations, et a un effectif de 20 000 membres répartis à travers cinq pays que sont le Sénégal, la Guinée Bissau, la Gambie, la Guinée Conakry, la Côte d'Ivoire, et bientôt le *Mali et le Burkina*.

La Radio ZIG FM



La Radio Zig FM est une Radio privée et indépendante d'informations générales qui émet sur la 100.8 depuis Ziguinchor. Zig FM couvre les 3 régions de la Casamance (Ziguinchor, Kolda et Sedhiou) et est écoutée en Guinée Bissau, en Gambie et par la diaspora.

Zig FM a pour objectif d'asseoir une stratégie globale de développement de la région et de faciliter la communication et les échanges entre les populations au service de la paix et du développement.

Depuis sa naissance la radio Zig FM a un compromis avec la résolution du conflit et la paix en Casamance. Par le biais de ses débats radiodiffusés et de

son journalisme de recherche elle s'est érigée en tant que source d'information de qualité inquestionnable sur la recherche de la paix.

Dans son émission "Carrefour de la paix", son directeur Ibrahima Gassama met en pratique sa devise de proposer de "substituer l'argument de la force par la force de l'argument".

Journaliste d'expertise reconnue, observateur infatigable du conflit et connu pour avoir donné la parole à tous les acteurs y compris les leaders soulevés, Gassama investit la radio ZIG FM dans le pari de faire émerger les voix de la société civile et des citoyens.



Introduction

Le projet “Feuille de route citoyenne pour la paix en Casamance” financé par l’Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le développement (AECID), est le résultat d’une collaboration entre Dynamique de Paix et la radio ZIG FM travaillant dans le cadre de la Coordination des Organisations de la Société Civile pour la Paix en Casamance (COSCPAC).

Dynamique de Paix est une association reconnue en 2012, qui a pour but de contribuer à l’instauration d’une paix durable, par la mise en place d’un réseau de jeunes, garçons et filles bâtisseurs de paix. Dynamique de paix multiplie des actions de lobbying et de dialogue pour la paix avec l’appui de ses partenaires.

La Radio ZIG FM est une radio privée de prestige, parmi celles implantées en Casamance. Elle se caractérise par

son engagement pour la paix. Son directeur Ibrahima Gassama est un journaliste reconnu et engagé dans la construction d’une citoyenneté active et participative.

Ce document est le résultat du travail que ces acteurs ont accompli dans le but de faire entendre la voix des citoyens sur le conflit.

Ce document est un outil de plaidoyer car il résulte d’un canal de participation ouvert et inclusif visant à faire émerger des idées citoyennes sur la paix en Casamance. Son contenu est issu de débats structurés radiodiffusés et ouverts à la participation des auditeurs.

Ce document articule les propositions des participants dans un canal d’expression qui a prétendu bâtir les bases de la définition d’une feuille de route citoyenne pour la paix en Casamance.



Les initiatives de paix et la citoyenneté en Casamance

Depuis les années 90, l'aile politique du MFDC s'est fragmenté en provoquant une division en au moins deux factions armées. Les successives initiatives de dialogue pour la paix avec l'état du Sénégal (Banjul, Foundiougne, Cacheu) ont été infructueuses jusqu'à l'accord-cadre signé en 2004. Malgré l'espoir suscité par cet accord les différentes factions armées se sont senties exclues du processus de négociation et ont décidé de ne pas le souscrire. Depuis lors, une seule faction a engagé en 2012 des timides pourparlers avec le gouvernement à l'aide de l'organisation Saint Egidio.

Les initiatives de négociation pour la paix ont été rares et inefficaces jusqu'à la date. Elles ont témoigné de limites en matière de transparence et d'inclusivité. Encore, elles ont trouvé un environnement médiatique peu

favorable au pluralisme et à la diversité.

Tout au long du conflit la citoyenneté casamançaise à peine s'est prononcé sur sa situation.

Pourtant, des négociations plus inclusives sont possibles. Les accords avec plus de transparence, issus de processus participatifs, tendent à être porteurs d'une plus grande légitimité, car les populations seront plus à même de comprendre et potentiellement d'accepter les raisons des compromis proposés. La paix est plus durable avec une acceptation large du public et une conscience partagée des processus et des contenus des accords.

Par le biais de cette initiative, la COSCPAC, prétend contribuer à faire entendre la voix des citoyens sur le conflit et à l'installation d'un débat public libre et fructueux sur la paix en Casamance.





Démarche du projet « Feuille de route pour la paix en Casamance »

Des journées de consultation, de débat et de plaidoyer ont été organisées dans les trois régions de la Casamance pour donner la parole aux populations. Des réunions préalables avec les autorités locales ont eu lieu dans dix sous-préfectures sur les dix-neuf qui compte la Casamance. COSCPAC a veillée à que toutes les couches sociales soient représentées dans les débats.

Neuf localités ont été ciblées:

- Medina Y. Foula, Coumbacara et Diaobé dans la région de Kolda :
- Kondiong Mangana, Niagha et Goudomp dans la région de Sedhiou
- Brin, Essaout et Sindian dans la région de Ziguinchor.

Phases de la démarche :

1. Débats dans les neuf localités

2. Trois ateliers régionaux
3. Un atelier de synthèse a Cap Skirring
4. Conférences débats dans trois lycées à Kolda, Sedhiou et Bignona
5. Conférence débat a l'UASZ
6. Tournée de restitution dans les neuf localités
7. Travail de synthèse et conclusions

Des émissions de la radio ZIG FM ont accompagné toute la démarche. Plus de 200 organisations ont été touchées. Plus de 1.000 personnes ont pu participer directement dans les discussions au sein de ces journées de plaidoyer et de mobilisation ainsi que dans les émissions radio.

Un groupe de sages a été sollicité pour contribuer à la synthèse et à l'élaboration de ce *document-synthèse*.



Résultat des consultations

Animer un débat public visant à désigner un itinéraire pour la paix, recenser les moyens, les cibles, les principes à suivre, les valeurs à respecter et la priorité des tâches pour y arriver, est sans doute un défi majeur. Pour donner la parole aux citoyens et animer des débats sur la question, nous avons d'abord proposé aux participants de définir ce qu'est la paix. Les résultats des débats que nous présentons portent sur ce que les casamançais estiment qu'une paix durable nécessite.

Cet exercice est donc une première étape nécessaire pour approfondir ensuite la discussion sur comment y arriver.

Les débats ont fait émerger des opinions contrastées, des sentiments tranchés et des positions parfois opposées. Le contenu que nous présentons ci-dessous se veut fidèle

aux positions qui ont été les mieux partagées, ou qui ont reçu un consensus manifeste de la part des participants.

Quatre grands axes de discussions se sont distingués ; quatre thématiques pour une paix durable et une cinquième thématique de discussion, plus procédurale, concernant le rôle des citoyens dans la mise en œuvre de la paix :

- I. Vers un accord de paix
- II. Développement inclusif et équité territoriale
- III. Solution à la question des exploitations abusives et des trafics illicites
- IV. Victimes ; vérité, pardon et réconciliation
- V. Rôle des citoyens dans la mise en œuvre de la paix





Vers un accord de paix

*“Fogo pa pagantal ora qui tene forza,
so si bo pagantal um bocado um bocado”*

*Pour éteindre le feu quand il a pris la force il faut s’y prendre doucement
(un participant à Sao Domingos)*

*”Pour pouvoir donner des solutions et aboutir à cette paix véritable
il faut passer en revue nos vies.*

*Le respect et la considération mutuelles ce sont les jalons du dialogue;
c’est ce qui permet pouvoir regarder l’autre comme quelqu’un”
(un participant à Sedhiou)*

I. Vers un accord de paix

La paix souhaitée implique d'abord l'abandon de la violence comme méthode d'action politique.

Un dialogue franc et sincère entre les belligérants doit aboutir à une déclaration conjointe sur la fin de la lutte armée.

Le conflit en Casamance est une question nationale qui doit être débattue au niveau nationale sans détour.

Une paix durable nécessite la prise en compte des combattants, d'abord leur réinsertion économique et sociale et quelles mesures politiques envisager face à la revendication indépendantiste.

Recommandations pour une meilleure prise en charge de ces préoccupations :

- 1) Faire du conflit un sursaut national et instaurer un débat public
- 2) Préparer les militaires et les civils à la réconciliation
- 3) Engager les deux parties par une déclaration conjointe
- 4) S'accorder sur :
 - Le désarmement et la démobilisation
 - Le déminage intégrale de la Casamance
 - La prise en charge des victimes de mines (appareillage, assistance et réinsertion)
 - Soutenir et accompagner la réinsertion économique, sociale et politique des ex-combattants





Développement inclusif et équité territoriale

*“Quand la frustration grandit,
on dépasse la violence verbale et on arrive à la violence physique”*

(Un participant à Bignona)

*“La paix n’est qu’un mot que l’on utilise facilement.
Mais le mot doit être habillé.*

Chacun doit faire de la paix une nécessité vitale”

(Un participant à Essaout)

*“L’on ne considère pas les minorités, ça c’est un problème,
les médias doivent faire attention à cela”*

(Une participante à Cap Skirring)



II. Développement inclusif et équité territoriale

Une paix durable en Casamance n'est possible que si l'on adresse les causes des frustrations. Les perceptions sont partagées sur la non équité des chances et des opportunités des casamançais pour l'accès aux politiques publiques et aux postes de responsabilité, et sur le manque manifeste d'équité dans le partage et dans la gestion des ressources de tous ordres.

La question de la transparence dans la gestion des ressources publiques a animé les débats. Un audit global des investissements et des programmes qui ont eu lieu en Casamance a été proposée. Une demande s'est fait sentir d'une plus grande transparence qui permette de mieux percevoir le déséquilibre comparatif.

Recommandations pour une meilleure prise en charge de ces préoccupations :

- 1) Améliorer l'accès aux infrastructures sociales de base
 - Construire des nouvelles routes pour désenclaver les zones les plus reculées
 - Électrifier et amener de l'eau potable aux communautés qui n'en ont jamais bénéficié
- 2) Créer de l'emploi
- 3) Prendre des mesures d'amélioration de la gouvernance politique et économique
 - Évaluer les projets, programmes et fonds engagés par l'État en Casamance
- 4) Contribuer à la constitution d'un espace sous régionale d'intérêt commun
 - Mieux bénéficier des opportunités liées aux espaces transfrontaliers





Solution aux exploitations abusives et traffics illicites

*“Quand deux elefants se battent, dit le proverbe,
c’est l’herbe qui en patit. L’herbe dans ce cas ce nous les populations”
(un participant à Marsassoum)*

*Ami refugiado, ami li ke npadido, disna qui parido nobi es historia, nfica triste.
Si ca és problema inaba parido na Senegal, ina baleba”
Je suis un réfugié, depuis que je suis né j’ai entendu cette histoire. C’est triste.
Si ce n’était pas ce problème je serais né au Sénégal et ça serait mieux pour moi
(un participant réfugié à Sao Domingos)*

III. Solution aux exploitations abusives et trafics illicites

La paix durable en Casamance nécessite de solutions à l'exploitation abusive des ressources naturelles et à la prolifération de trafics illicites. Le trafic de bois, la production de cannabis et les vols et trafics de toute sorte le long des frontières de la Gambie et de la Guinée Bissau constituent une véritable économie criminelle qui est amplifiée par le conflit.

Les principaux acteurs de ces exploitations et trafics signalent à la responsabilité de membres du MFDC et à la complicité d'agents de l'état, de l'armée, et des populations locales.

La promotion d'une gouvernance participative des ressources naturelles est proposée, qui permette la fin des tracasseries, la véritable libre circulation des personnes et des biens, et la fin des trafics et des vols de bétail au long des deux frontières.

Recommandations pour une meilleure prise en charge de ces fléaux :

1) Lutter efficacement contre la corruption au niveau des frontières

- Une mutualisation des forces de défense et de sécurité aux postes frontaliers a été proposée

2) Lutter contre le trafic de bois

Arrêter la coupe abusive des arbres avec la complicité de certains éléments de l'état, du MFDC et des populations

Rationaliser l'exploitation de la forêt : limiter et contrôler et le nombre de scieries et de permis afin de pouvoir pérenniser les métiers du bois.

3) Respecter les droits des communautés dans la gestion des ressources naturelles

- Mieux responsabiliser, encadrer et sensibiliser les populations qui exploitent la forêt

- Adresser la question du foncier par un plus grand rôle des communautés dans le règlement des conflits

4) Lutter contre les trafics et vols de bétail à travers une politique de soutien des dynamiques communautaires

- Protéger les villages contre le vol de bétail





Victimes; vérité, pardon et réconciliation

“La vérité est nécessaire, c’est ce qui doit caractériser le pardon, qui aboutira à la réconciliation. Un conflit se caractérise toujours par des aspects visibles et des aspects invisibles qui méritent d’être analysés.

Celui qui dit la vérité se réconcilie avec lui-même, mais aussi soulage un peu la victime avide de savoir la vérité”

(Une participante dans la réunion de synthèse)

“...un dialogue inclusif ou tout le monde aura sa place y compris nous les femmes”

(Une participante à Coumbacara)



IV. Victimes; vérité, pardon et réconciliation

La paix souhaitée nécessite d'une prise en charge des victimes du conflit, de l'accompagnement des réfugiés et des déplacés dans leur réinsertion, et d'une gestion appropriée des traumatismes.

Ceci doit être accompagné d'une reconnaissance de la vérité des violences des deux côtés et d'un engagement collectif dans des démarches de pardon et de réconciliation.

Des mécanismes endogènes, inspirés des traditions et des réalités locales peuvent contribuer à bâtir la réconciliation sur la base des réalités socioculturelles casamançaises.

Recommandations pour une meilleure prise en charge de ces préoccupations :

- 1) Mettre en place une Commission Vérité et Réconciliation mixte et indépendante sur les victimes (identification, quantification, mesures d'accompagnement, types de suivi, etc.) qui devra :

- Rendre accessible au public toutes informations de source étatiques et du MFDC sur les victimes,
 - Engager les belligérants à reconnaître les crimes et les violences qui ont été commises,
 - Engager l'état à prendre en charge les réparations indispensables et les mesures pour pallier les traumatismes,
 - Combiner des mécanismes endogènes de pardon et de réconciliation avec des dispositifs modernes (exogènes) de vérité, justice, réconciliation et non répétition pour définir un mécanisme adapté au cas casamançais,
 - S'appuyer sur les structures locales de gestion de la paix.
- 2) Mettre en garde les protagonistes contre tout crime de guerre avéré
 - 3) Sensibiliser la population sénégalaise et casamançaise en particulier sur la culture de la paix, du pardon et de la réconciliation et s'engager pour une déclaration formelle à aller vers le pardon et la réconciliation
 - 4) Appuyer la gestion concertée et pacifique des conflits présents et à venir





Rôle des citoyens dans la mise en oeuvre de la paix

*“Chacun d’entre nous est un acteur que doit échanger
avec tous et cultiver la paix”*

(Un participant à Kolda)

*“Nous les femmes nous voulons cote à côte avec les hommes
donner nos compétences et nos opinions”*

(Une participante à Sindian)

*“...et à travers la réconciliation nationale permettre aux casamançais affirmer
leur casamancité dans un Sénégal diverse”*

(Un participant à Medina Yoro Foula)

V. Rôle des citoyens dans la mise en œuvre de la paix

Les organisations qui représentent la citoyenneté en Casamance sont animées d'une volonté partagée d'être associées dans un processus de négociation plus inclusif. Si les discussions sont amenées à la sphère citoyenne, un plus large secteur des populations peut suivre et contribuer.

Le rôle de la citoyenneté dans la mise en œuvre de la paix a suscité des débats non achevés. Les opinions et les positions divergent. Certains plaident pour amener les organisations à s'en tenir strictement à un rôle de support et d'accompagnement des communautés, d'autres ont argumenté pour un rôle plus actif dans la facilitation du dialogue entre les parties.

Le besoin de synergie et de collaboration entre les organisations a été fréquemment souligné, ainsi que le défi de la

COSCPAC de mieux impliquer les jeunes dans la recherche de la paix.

Recommandations pour une meilleure prise en charge de ces préoccupations :

- 1) Réorganiser la citoyenneté casamançaise et renforcer la synergie des acteurs
 - 2) Œuvrer à l'éducation citoyenne pour une paix durable
 - 3) Encourager la recherche et la production de documentation sur l'histoire de la Casamance et de la sous-région pour une meilleure compréhension du conflit
 - 4) Mener un plaidoyer plus transparent sur le processus de négociation pour un règlement définitif du conflit
- Amener l'État et le MFDC à instaurer un dialogue sincère et à s'engager dans des négociations pour une solution pacifique





Recommandations pour la mise en oeuvre de la feuille de route

*“Les rapports interpersonnels sont déterminants car s’il n’y a pas de bons rapports et que l’on ne s’entend pas ça sera difficile, d’où l’importance de l’éducation des jeunes à la justice et à la paix”
(un participant à Marsassoum)*



Recommandations pour la mise en œuvre de la feuille de route

Les débats sur la feuille de route ont contribué à atténuer la peur de se prononcer, à favoriser l'émergence d'un dialogue franc sur la question et à amener un débat constructif sur la table.

Au but de cette expérience, nous nous réaffirmons dans l'intérêt d'élargir le débat, de le faire plus inclusif et de portée nationale.

Les causeries ont fortement contribué à une prise de conscience de la complexité de certaines questions. Elles ont participé à améliorer la capacité de tous de les appréhender et de les comprendre.

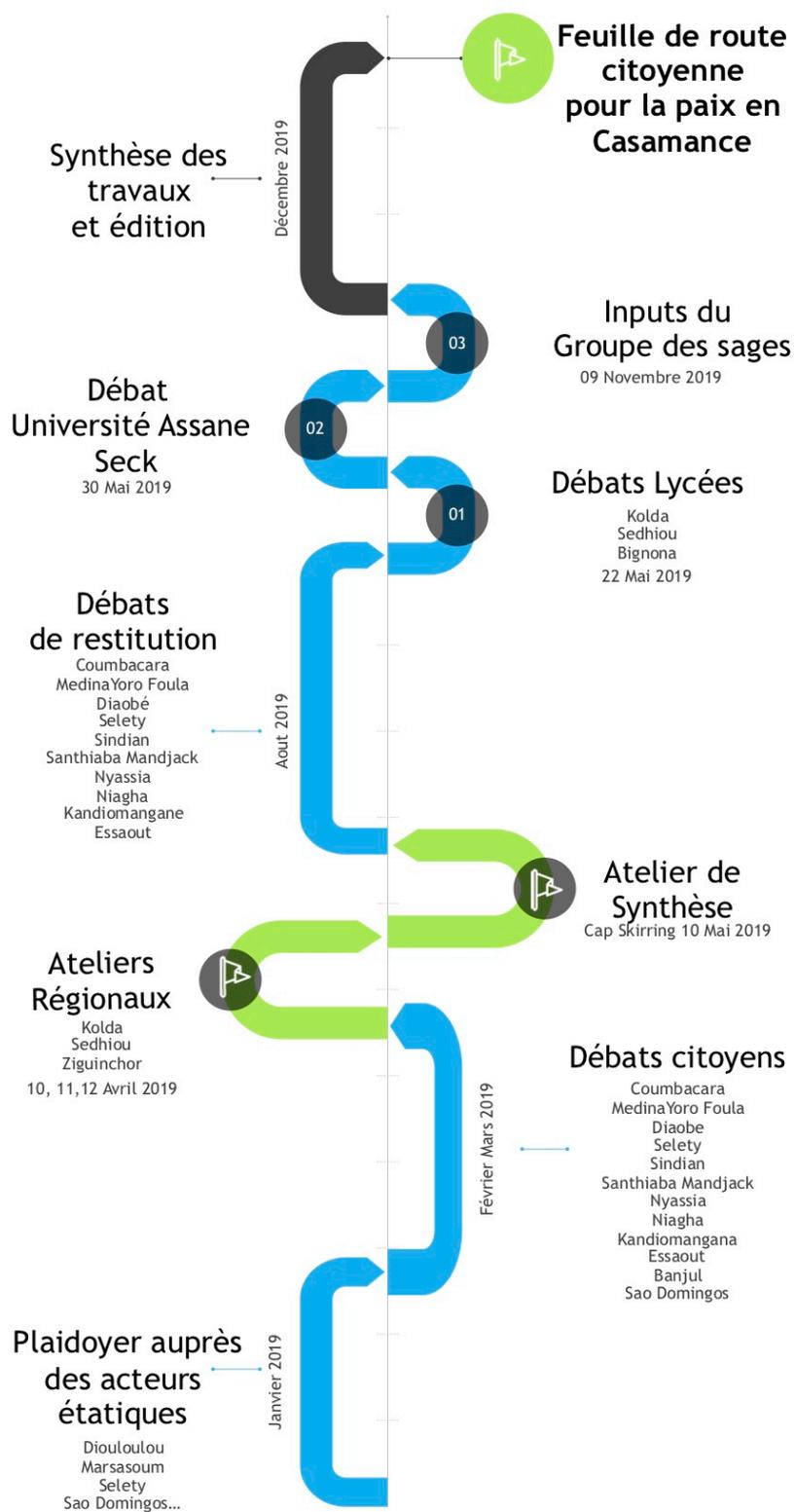
En effet, les débats ont fait émerger une demande de renforcement des capacités notamment sur les expériences voisines et sur les choix possibles, et ils ont mis en exergue de façon manifeste, la nécessité d'imaginer des réponses locales et de faire émerger des solutions endogènes.

Recommandations pour un plan d'action de la société civile casamançaise :

- Animer un débat public, participatif et inclusif de portée nationale
- Renforcer les capacités des citoyens, des organisations de la société civile, en particulier de la COSCPAC, et des media à apporter des contributions dans le chemin de la paix (quelles expériences voisines, quels choix possibles, ...)
- Alimenter un débat fructueux sur chacun des points de la feuille de route
- Conduire le plaidoyer auprès de l'État et auprès des deux factions du MFDC pour la mise en œuvre de la feuille de route et le règlement définitif du conflit.



Elaboration de la feuille de route: itineraire





Remerciements

La COSCPAC remercie toutes les personnes qui ont aidé à la réalisation de la Feuille de route citoyenne pour la paix en Casamance notamment tous ceux qui ont participé dans les débats et émissions radio-diffusées. Nous remercions l'Ambassadeur de l'Espagne et la Coordinatrice de la coopération espagnole AECID. Nous remercions le groupe de sages et personnes ressource qui nous ont orienté et soutenu. Nous remercions les deux partenaires de mise en œuvre du projet, à savoir, la Dynamique de Paix en Casamance et la Radio Zig FM.

Nous saluons l'engagement de tous ceux qui ont librement contribué avec leurs témoignages, leurs opinions, leurs idées et leurs espoirs dans ces débats sur la feuille de route citoyenne pour la paix en Casamance.



